

Ukraine : L'heure est à la solidarité internationale contre la guerre

lundi 24 janvier 2022, par [Sotsialnyi Rukh \(Social Movement\) Ukraine](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2022).

Appel de militants socialistes ukrainiens regroupés dans le groupe Mouvement Social.

Le Kremlin a ordonné à l'armée russe de se tenir aux frontières ukrainiennes, et menace d'intervenir si les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine ne répondent pas aux demandes. Nous, socialistes Ukrainiens, appelons la gauche internationale à condamner les politiques impérialistes du gouvernement russe et à montrer leur solidarité avec les peuples qui ont souffert de la guerre qui a duré au moins huit ans et qui vont probablement souffrir d'une nouvelle. Avec cet appel, « le mouvement social » dévoile le phénomène de la renaissance de l'impérialisme russe, décrit la situation à Donbass, et propose des étapes pour assurer la paix.

La résurrection de l'impérialisme russe

Après l'effondrement de l'URSS, une seule superpuissance a dominé le monde – Les États-Unis. Mais rien ne dure pour toujours et maintenant son hégémonie décline. Les interventions américaines en Afghanistan et Irak ont engendré des guerres catastrophiques pour les peuples de ces pays et se sont terminées de façon honteuse pour les États-Unis. Malheureusement, le déclin de l'impérialisme américain a été accompagné non pas par une émergence d'un monde plus démocratique **mais par la montée d'autres prédateurs impérialistes, fondamentalistes et de mouvements nationalistes**. Dans ces circonstances, la gauche internationale, habituée à la lutte contre l'impérialisme occidental, doit revoir sa stratégie.

Au cours des dernières décennies, il y a eu une renaissance de l'impérialisme russe, qui maintenant essaie d'amener les États-Unis à redistribuer les sphères d'influence dans le monde. Les faits montrent que tomber sous l'influence de la Russie de Poutine, n'apporte rien de bon aux peuples. En ce moment même, les troupes russes sont au Kazakhstan avec la volonté de réprimer avec force le soulèvement populaire. Ces actions confirment la nature réactionnaire de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective), qui a été créée non pas pour protéger les États d'une agression extérieure, mais pour renforcer l'influence du Kremlin et protéger les régimes impopulaires de révolution. De facto, les troupes russes au Kazakhstan protègent aussi les intérêts des capitalistes américains et des Anglais, qui détiennent une part significative de l'industrie pétrolière au Kazakhstan.

Les Russes ont joué un rôle similaire dans les protestations biélorusses. Le Kremlin a envoyé ses propagandistes pour remplacer les salariés des médias en grève et a annoncé la formation d'une réserve de responsables de la sécurité prête à être envoyée en Biélorussie. Comme au 19^{ème} siècle, lorsque l'empire russe était le gendarme de l'Europe, le régime de Poutine est en train de faire barrage à tout changement politique ou social dans l'espace post-soviétique – n'importe quel mouvement social sur son territoire est obligé de réfléchir à comment ne pas devenir irritant pour le Kremlin.

Nous exprimons notre gratitude et solidarité aux militants russes de gauche qui s'opposent aux politiques impérialistes du Kremlin et qui luttent pour une transformation démocratique et sociale dans leur pays. Seule une révolution en Russie et le renversement du régime de Poutine pourront apporter une stabilité, une paix et une sécurité dans les pays post-soviétiques.

La situation au Donbass.

Le Kremlin accuse les autorités ukrainiennes de programmer une offensive militaire au Donbass, mais c'est un flagrant mensonge. La politique de Zelenskiy montre qu'après de multiples tentatives infructueuses pour établir la paix après être arrivé au pouvoir, il a abandonné les plans pour changer les choses à Donbass. Nous condamnons les politiques néolibérales et nationalistes des autorités ukrainiennes, mais elles ne justifient en aucun cas la menace impérialiste de la Russie.

La Russie accuse constamment l'Ukraine de ne pas répondre aux exigences politiques des accords de Minsk, mais viole constamment les exigences sécuritaires de celui-ci. Le dernier exemple était l'arrêt par la Russie du mandat de la mission de l'OSCE concernant le contrôle des frontières russo-ukrainiennes, bien qu'il soit assuré dans le paragraphe 4 du Protocole de Minsk. En ce qui concerne les républiques auto-proclamées contrôlées par le Kremlin, il y a toujours eu incomparablement plus de restrictions sur la liberté des mouvements des représentants de la mission de l'OSCE sur la ligne de front, mais malgré ces obstacles, l'OSCE a enregistré plusieurs fois plus de violations des conditions de retrait des armes lourdes de la ligne de front précisément par la « DPR » (République populaire de Donetsk) et la « LPR » (République populaire de Lougansk). Mais l'élément principal est la clause 10 de Minsk-2, qui n'a jamais été mise en œuvre : *« Le retrait de toutes formations armées étrangères, d'équipements militaires, aussi bien que des mercenaires du territoire ukrainien sous la supervision de l'OSCE. Le désarmement de tous les groupes illégaux »*. Il y avait et il y a des troupes russes au Donbass, mais le Kremlin le nie toujours hypocritement.

Contrairement au mythe populaire parmi certains gauchistes occidentaux, les régimes des « DPR » et « LPR » ne sont pas le résultat d'une volonté populaire. Les dirigeants de la « DPR » et de la « LPR » sont intégrés dans les rangs des élites dirigeantes de la Fédération de Russie et sont devenus le porte-parole des sentiments prédateurs les plus agressifs. Dans les territoires des « républiques » elles-mêmes, toute activité politique d'opposition, même la plus loyale envers le gouvernement russe, est réprimée.

Dans le même temps, les territoires des « républiques » sont rapidement désindustrialisés. Les infrastructures se détériorent, et les réseaux de transports publics sont démantelés dans les villes. Même pour les entreprises dont les produits sont exportés vers la Fédération de Russie, les retards de salaires sont devenus la norme. Les manifestations de travailleurs culminent dans l'enlèvement des militants et l'apparition de véhicules militaires.

De plus, Donbass est déjà devenu une zone d'effondrement environnemental. Plusieurs mines sont fermées sans mesures appropriées de conservation, ce qui a engendré la contamination de l'eau potable. Selon les estimations de l'ONU, le Donbass, bien qu'étant la région la plus peuplée d'Ukraine, est aussi la région qui possède le plus de mines terrestres au monde.

Que faut-il faire ?

Maintenant, le Kremlin nie la subjectivité de l'Ukraine et la possibilité de négociations directes entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement russe veut réaliser un accord sur tout avec les États-Unis, en rejetant complètement l'Ukraine. Cependant la décision de résoudre le conflit doit être faite en prenant en compte les volontés du peuple dont les vies dépendent directement du conflit et de la manière dont celui-ci sera résolu. L'Ukraine ne doit pas devenir une monnaie d'échange dans les

accords entre les deux États impérialistes.

Nous luttons pour une Ukraine neutre et en paix, mais pour cela le Kremlin doit arrêter sa politique impérialiste agressive, et l'Ukraine doit bénéficier de garanties de sécurité plus sérieuses que le mémorandum de Budapest, piétiné de façon flagrante par la Fédération de Russie en 2014.

Il ne faut pas se faire d'illusion sur la politique des gouvernements occidentaux qui servent le grand capital et leur propre intérêt, nous pensons que les intérêts des travailleurs ukrainiens ne peuvent être pris en compte par eux que seulement sous la pression des mouvements progressistes et de l'opinion publique de ces pays.

Tout d'abord, il est nécessaire de mettre un terme aux hostilités dans le Donbass et prévenir les possibles provocations sur la ligne de front, d'un conflit armé, qui pourrait être un prétexte d'une nouvelle intervention. Par conséquent, la première étape serait **la mise en place d'un contingent de maintien de la paix de l'ONU au Donbass**. Nous sommes conscients des problèmes qui existent avec les missions de maintien de paix et nous nous rappelons que parfois les casques bleus ne préviennent pas les violences massives. Mais dans les circonstances ukrainiennes, c'est un cas de force majeure.

La question d'une solution politique de long terme du conflit doit être résolue seulement après avoir résolu les problèmes sécuritaires. La fin des hostilités réduira la gravité du conflit et il sera ensuite plus facile d'engager de possibles compromis. Les conditions d'une future réintégration doivent aussi être préparées.

Les prochaines étapes seront :

- Le retrait complet des troupes russes du Donbass. Un des meilleurs moyens de pression sur les dirigeants de la Fédération de Russie serait la saisie des propriétés et des biens des oligarques russes et des fonctionnaires à Londres et ailleurs.
- La création d'un programme international pour la restauration des régions touchées par la guerre et l'aide pour ses habitants (y compris à travers la confiscation de ce qui a été pillé par les oligarques russes et ukrainiens).
- La révision du processus socio-économique proposé à l'Ukraine par les occidentaux : au lieu de réformes destructives néolibérales sous la pression du FMI, l'annulation de la dette extérieure ukrainienne.
- Des politiques humanitaires plus inclusives et progressives en Ukraine, mettant fin à l'impunité pour l'extrême droite ukrainienne et abolissant les lois de « dé-communisation ».
- Disposition de garanties pour le respect des droits de l'homme pour ceux qui vivent dans la « DPR » et la « LPR », l'adoption d'une loi d'amnistie pour ceux qui n'ont pas commis de crimes de guerre.

La guerre au Donbass a détruit les vies de milliers de personnes et a forcé des millions de gens à quitter leur maison. La menace d'une escalade rapide en Ukraine comme épée de Damoclès réduit considérablement la portée de politiques progressistes. Le futur du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale.

Traduit par Maeva Sagueton.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Club de Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/130122/ukraine-l-heure-est-la-solidarite-internationale-contre-la-guerre>

Source : <https://rev.org.ua/time-for-international-anti-war-solidarity/> -Trad Aplutsoc